

# Garde d'enfants pour les femmes du secteur informel en Afrique : État des connaissances, innovations et enjeux

Elysée M. Houedjofonon, Rodrigue Castro Gbedomon, Silvère A. Attannon, Laurenda Todome, Nicolas Satongnon & Fréjus Thoto



Janvier 2026

Cette étude a été réalisée dans le cadre des activités de ACED en lien avec le “Cadre Politique inclusif de Garde d’Enfants pour le Secteur Informel (CPGESI)”, une initiative visant à contribuer à la transformation du paysage de la garde d’enfants au Bénin par la promotion de solutions innovantes, flexibles et abordables adaptées aux réalités des femmes du secteur informel.

L’initiative est portée par le Réseau des Structures de Protection des enfants en Situation Difficile (ReSPESD). Elle est mise en œuvre par ACED avec le soutien technique et financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et l’appui stratégique d’une coalition regroupant des partenaires tels que le Ministère en charge des Affaires Sociales, l’UNICEF, l’ONG Filles en Actions, la Croix-Rouge Béninoise et l’Association Messagers de la Paix (AMP).

#### Citation :

Houedjofonon, M.E., Gbedomon, R.C., Attannon A. S., Todome, B.L., Satongnon, N., et Thoto, S.F. (2026). **Garde d’enfants pour les femmes du secteur informel en Afrique : État des connaissances, innovations et enjeux.** Rapport de recherche. Abomey-Calavi, Bénin. pp 28. DOI : 10.61647/aa65358



Copyright ACED et CRDI, 2026

Image de couverture : Une tante portant sa nièce dans ses bras

Crédit photo : © freepick

DOI : 10.61647/aa65358

Dépôt légal : 18549

ISBN : 978-99982-3-825-1



Ce document est protégé par le droit d’auteur, qui encourage le partage des connaissances et de la créativité. Il peut être partagé et redistribué à condition que les auteurs soient explicitement cités.

Toute utilisation à des fins lucratives est strictement interdite. Toute modification, transformation ou adaptation du document de quelque manière que ce soit doit être approuvée par les auteurs.

Les points de vue, les opinions et les jugements contenus dans ce document ne reflètent pas la position de ACED, du CRDI ou de leurs partenaires.

# Sommaire

|                                                                        |    |
|------------------------------------------------------------------------|----|
| Messages clés                                                          | 4  |
| Introduction générale                                                  | 6  |
| Approche methodologique                                                | 8  |
| Connaissances existantes sur les modèles de garde d'enfants en Afrique | 11 |
| Conclusion                                                             | 18 |
| Recommandations stratégiques et opérationnelles                        | 19 |
| Références bibliographiques                                            | 21 |
| Liste des acronymes                                                    | 22 |
| A propos des auteurs                                                   | 24 |
| Remerciements                                                          | 26 |

# Messages clés

La présente étude de synthèse a consolidé les connaissances existantes sur les enjeux de la garde d'enfants pour les femmes du secteur informel en Afrique, à partir d'une revue de la littérature académique et institutionnelle (Banque mondiale, OIT, UNICEF, WIEGO).

## Principaux constats

- **Décalage structurel entre l'offre et les besoins** : L'offre formelle, fondée sur des horaires fixes, reste inadaptée aux travailleuses du secteur informel (plus de 80 % de l'emploi féminin). Faute d'alternatives, ces femmes réduisent leur activité ou recourent à des solutions précaires, limitant leur autonomie économique.
- **Fracture économique et qualitative** : Les services formels de garde d'enfants sont inaccessibles financièrement, tandis que l'offre informelle, bien que plus abordable, souffre d'un manque de régulation et de standards, compromettant le développement et la sécurité des enfants.
- **Modèles innovants à diffusion limitée** : Des initiatives (crèches communautaires, unités mobiles, systèmes subventionnés) ont émergé, montrant qu'il est possible d'offrir des services flexibles et abordables. Leur expansion reste freinée par l'absence de financements durables et d'intégration dans les politiques publiques.
- **Un cercle vicieux pour les femmes et le capital humain** : Le manque de solutions de garde empêche les femmes d'améliorer leurs revenus et entretient la précarité. Cette situation pèse sur l'égalité de genre et affecte le développement du capital humain des jeunes enfants.

## Leviers d'action

- **État et collectivités locales** : adopter un rôle de facilitateur, simplifier le statut juridique des structures communautaires et mettre en place des subventions ciblées (chèques-service, fonds locaux).
- **Partenaires techniques et financiers** : soutenir la formation et le financement de modèles flexibles de garde d'enfants, plutôt que la seule construction d'infrastructures.
- **Société civile et prestataires** : se regrouper en réseaux pour mutualiser les ressources, partager les bonnes pratiques et porter la voix des femmes dans les politiques publiques.

En résumé, **rendre la garde d'enfants accessible et inclusive** constitue un levier majeur d'autonomisation féminine et de développement du capital humain en Afrique.

01

# Contexte et approche méthodologique

# Introduction générale

## Contexte et justification de l'étude

Les services de garde d'enfants sont devenus une préoccupation urgente en Afrique, particulièrement pour les mères qui, en tant que piliers de l'économie informelle, s'efforcent de concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales. La situation illustre une problématique majeure [1]: dans de nombreuses régions du monde, une large majorité de femmes n'ont pas accès à des structures de garde d'enfants qui soient à la fois fiables, abordables et de qualité. Ce manque d'accès, loin d'être une simple contrainte logistique, constitue l'un des principaux freins à l'autonomisation économique des femmes.

Dans un contexte où le secteur informel représente plus de 80 % de l'emploi féminin en Afrique subsaharienne [2], l'absence de solutions de garde adaptées perpétue un cycle de précarité. Des études montrent que l'absence de structures de garde accessibles contraint de nombreuses femmes à limiter leurs heures de travail ou à se retirer temporairement du marché de l'emploi [3]. D'autres recherches soulignent que le stress et la surcharge mentale liés à l'absence de solutions de garde aggravent les inégalités de genre en réduisant la productivité et la stabilité économique des femmes [4]. Cette situation illustre que la garde d'enfants n'est pas seulement une question de bien-être familial, mais un facteur déterminant de l'intégration socio-économique des femmes dans l'économie informelle.

Ce rapport vise à synthétiser les connaissances empiriques existantes sur les défis, les innovations et les impacts liés à la garde d'enfants pour les femmes du secteur informel en Afrique. En s'appuyant sur une revue de la littérature scientifique et des rapports d'organisations internationales, ce document explore les barrières structurelles qui limitent l'accès à des services de qualité, présente les modèles de garde innovants qui ont émergé sur le continent et ailleurs, et analyse les impacts multiplicateurs de ces services. L'objectif est de fournir un cadre de référence robuste pour comprendre les enjeux et identifier les leviers d'action qui permettront de construire des écosystèmes de garde plus inclusifs et efficaces en Afrique.

## Objectifs de l'étude

### ► Objectif général

Cette synthèse bibliographique vise à établir un état des connaissances

sur les services de garde d'enfants pour les femmes du secteur informel en Afrique. Elle a pour but de fournir le cadre contextuel et empirique nécessaire à la compréhension des enjeux spécifiques qui seront analysés dans le contexte béninois.

### ► Objectifs spécifiques

De façon spécifique, ce rapport vise à :

- Analyser les défis structurels de garde d'enfants auxquels sont confrontées les femmes du secteur informel ;
- Identifier et documenter les modèles de garde d'enfants innovants et adaptés qui ont émergé sur le continent africain ;
- Synthétiser les impacts économiques et sociaux démontrés de l'accès à des services de garde de qualité.

# Approche methodologique

Le présent rapport repose sur une synthèse critique de la littérature scientifique et institutionnelle existante. L'approche méthodologique adoptée n'est pas celle d'une enquête de terrain, mais celle d'une revue documentaire structurée, visant à consolider les connaissances empiriques sur les services garde d'enfants pour les femmes du secteur informel en Afrique. La démarche a suivi plusieurs étapes distinctes.

## 2.1. Stratégie de recherche documentaire

La recherche documentaire a couvert deux types de sources complémentaires pour garantir une vision exhaustive du sujet. D'une part, la littérature académique (articles de revues scientifiques à comité de lecture, thèses, ouvrages) a été consultée à travers des bases de données internationales comme Google Scholar, JSTOR, et Cairn.info. D'autre part, une attention particulière a été portée à la littérature grise, qui inclut les rapports d'étude, les notes de politique et les publications d'organisations internationales et non gouvernementales (ONG) de référence dans le domaine, telles que la Banque mondiale, l'UNICEF, le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), et le réseau WIEGO (Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing).

La recherche a été menée en français et en anglais en utilisant une combinaison de mots-clés, incluant : «*garde d'enfants*», «*secteur informel*», «*femmes*», «*Afrique*», «*développement de la petite enfance*», «*childcare*», «*informal economy*», et «*women's economic empowerment*».

## Critères de sélection et d'analyse thématique

Les documents ont été sélectionnés sur la base de leur pertinence directe avec la problématique, de leur rigueur méthodologique et de la fiabilité de la source. L'analyse a ensuite suivi une approche thématique. Après une lecture approfondie des sources retenues, les informations ont été codifiées et organisées autour des principaux axes de recherche définis par les objectifs de cette synthèse :

- Les défis structurels liés à l'accès aux services de garde.
- Les innovations et modèles de garde adaptés au contexte informel.
- Les impacts socio-économiques avérés de ces services.
- Les enjeux persistants en matière de qualité, de financement et de

mise à l'échelle.

Enfin, les résultats de cette analyse thématique ont été synthétisés de manière narrative pour produire un état des connaissances cohérent et structuré, mettant en évidence les consensus, les débats et les gaps de la recherche actuelle.

**03**

# **Connaissances existantes des modèles de garde d'enfants**

# Connaissances existantes sur les modèles de garde d'enfants en Afrique

## Défis d'accès aux services de garde d'enfants pour les femmes du secteur informel

L'accès aux services de garde d'enfants pour les femmes du secteur informel en Afrique est entravé par un ensemble de défis interconnectés. Ces obstacles ne sont pas de simples contraintes, mais des barrières structurelles qui limitent profondément l'autonomisation économique des femmes et compromettent le développement de la petite enfance. On peut les regrouper en trois catégories principales : les défis liés à l'inadéquation de l'offre, les défis économiques, et les défis qualitatifs et réglementaires.

### ► Inadéquation des services de garde pour les femmes du secteur informel

Le principal défi réside dans l'incompatibilité fondamentale entre les modèles de garde formels et les réalités du travail informel. Ce secteur, qui représente plus de 80 % de l'emploi féminin en Afrique subsaharienne [2], se caractérise par des horaires de travail irréguliers, imprévisibles, et souvent prolongés. Or, l'offre de garde formelle, lorsqu'elle existe, est calquée sur un modèle de salariat classique, avec des horaires de bureau fixes et une faible flexibilité. Cette rigidité rend ces services structurellement inutilisables pour une vendeuse de marché qui doit être présente avant l'aube ou une travailleuse à la tâche dont les horaires varient quotidiennement. Ce décalage contraint les mères à se retirer prématurément du marché du travail ou à réduire drastiquement leurs heures, comme l'ont démontré des études au Ghana et en Tanzanie [3], limitant ainsi directement leur potentiel de revenu.

### ► Défi économique de l'accès aux services de garde d'enfants pour les femmes du secteur informel

Le deuxième défi majeur est d'ordre financier. Les familles du secteur informel, dont les revenus sont par définition faibles et instables, ne disposent que très rarement des moyens financiers nécessaires pour payer des services de garde formels. Le coût de ces services, même modeste, peut représenter une part prohibitive du revenu d'un ménage. Cette

barrière économique est aggravée par la faiblesse, voire l'inexistence, des subventions publiques [5]. Face à cette impossibilité de payer, les femmes sont confrontées à un dilemme : soit internaliser le coût en sacrifiant leur propre activité économique, soit recourir à des solutions informelles souvent précaires. Cette contrainte financière contribue à un cercle vicieux où l'incapacité à accéder à la garde d'enfants empêche les femmes d'augmenter leurs revenus, ce qui les maintient dans une situation où elles ne peuvent pas se permettre une garde d'enfants de qualité.

### ► Défi qualitatif et réglementaire des services de garde

Enfin, l'écosystème est marqué par une profonde fracture qualitative. D'une part, l'offre formelle est souvent insuffisante et géographiquement concentrée, laissant de vastes zones sans aucune option structurée. D'autre part, l'offre informelle, bien que plus accessible et flexible, souffre d'une absence quasi-totale de régulation et de standards de qualité. Cela se traduit par des ratios d'encadrement élevés, un manque de matériel pédagogique, des conditions d'hygiène et de sécurité parfois précaires, et un personnel sans formation [6]. Les enfants sont ainsi exposés à des risques et ne bénéficient pas d'un environnement stimulant, ce qui compromet leur développement cognitif et psychosocial. Cette situation, aggravée par le stress et la surcharge mentale qu'elle impose aux mères [4], illustre que le manque d'accès à une garde de qualité n'est pas seulement un frein à l'économie, mais aussi un enjeu de protection de l'enfance et de développement du capital humain.

## Innovations et modèles de garde d'enfants adaptés aux travailleuses informelles

Face aux défis structurels de l'inadéquation, du coût et de la qualité, plusieurs modèles de garde innovants ont émergé à travers le monde. Ces expériences, souvent nées d'initiatives locales, démontrent qu'il est possible de développer des solutions flexibles, communautaires et peu coûteuses qui s'intègrent aux réalités socio-économiques des populations cibles. On peut les regrouper en trois approches stratégiques complémentaires.

### ► Modèle communautaire

Pour répondre aux défis de la confiance et de la proximité, de nombreux modèles s'appuient sur le capital social existant. En Afrique de l'Est, des garderies communautaires se sont développées dans les quartiers informels, permettant aux mères travaillant sur les marchés ou dans les services domestiques de laisser leurs enfants dans un environnement familier et géographiquement proche [7]. En Afrique du Sud, plutôt que de créer des

structures concurrentes, certaines initiatives soutenues par des ONG ont choisi de travailler avec les crèches informelles existantes, en y introduisant des standards de qualité minimaux pour améliorer la sécurité et l'hygiène [6]. Cette approche de «*formalisation par le bas*» est cruciale : elle reconnaît et valorise l'existant tout en l'améliorant, renforçant ainsi l'acceptabilité et la durabilité des services.

### ► Modèles flexibles et mobiles

Pour contrer le défi de la rigidité des horaires et de la mobilité du travail, des solutions radicalement flexibles ont été mises en place. En Inde et au Bangladesh, les crèches mobiles ou saisonnières, installées sur les chantiers de travaux publics ou dans les zones rurales pendant les récoltes, ont prouvé leur efficacité pour permettre aux mères migrantes de travailler en toute sécurité [9]. L'expérience des crèches mobiles au Burkina Faso, directement rattachées aux programmes de travaux publics, illustre une approche encore plus intégrée. En suivant les travailleuses sur leurs lieux de travail, ces unités mobiles lèvent complètement la barrière de la distance et s'adaptent aux contraintes de mobilité [8]. Ces modèles représentent un changement de paradigme : ce n'est plus à la travailleuse de s'adapter au service de garde, mais au service de garde de s'adapter aux réalités de son travail.

### ► Modèles mixtes et subventionnés

Pour surmonter les défis jumeaux du coût et de la qualité, les modèles les plus prometteurs combinent un soutien public avec une prestation de services communautaire. En Amérique latine, les programmes publics tels que Hogares Comunitarios en Colombie ou Cuna Más au Pérou illustrent parfaitement cette approche mixte. Dans ces systèmes, des femmes de la communauté sont sélectionnées, formées et rémunérées par l'État pour accueillir un petit groupe d'enfants à leur domicile [5]. Ce modèle hybride est particulièrement puissant car il résout plusieurs problèmes simultanément : il garantit l'accessibilité financière grâce aux subventions publiques, il améliore la qualité par la formation et la supervision, et il maintient la proximité et la confiance en s'appuyant sur des actrices locales. Ces expériences démontrent qu'une intervention publique bien conçue peut professionnaliser le secteur informel sans en détruire la flexibilité et l'ancrage communautaire, offrant ainsi une voie viable pour une mise à l'échelle durable.

## Impacts économiques et sociaux de l'accès à des services de garde adaptés

La littérature scientifique converge sur le fait que l'accès à des services de garde de qualité n'est pas une simple dépense sociale, mais un investissement à haut rendement avec des effets multiplicateurs prouvés. Ces impacts bénéficient simultanément aux femmes, aux enfants et à la communauté dans son ensemble, créant un cercle vertueux de développement.

### ► Impact sur l'autonomisation économique et le bien-être des femmes

L'impact le plus direct et documenté des services de garde est l'amélioration de la participation des femmes au marché du travail. En levant la contrainte principale qui pèse sur leur temps, les services de garde libèrent le potentiel économique des mères. Des études quantitatives robustes le confirment : au Kenya, l'introduction de services de garde communautaires subventionnés a permis une hausse de l'emploi féminin de 17 % dans certains quartiers informels [4]. De même, au Brésil, l'expansion de l'offre de crèches publiques a été associée à une augmentation significative du taux d'activité des mères de jeunes enfants. Cet effet va au-delà de la simple participation : il favorise également la stabilité de l'emploi, permet aux femmes de travailler plus d'heures et, par conséquent, d'augmenter les revenus des ménages. En outre, en réduisant la charge mentale et le stress liés à la conciliation entre travail et garde, ces services contribuent de manière significative au bien-être général des femmes.

### ► Impact sur le développement de l'enfant et le capital humain futur

L'accès à une garde de qualité a des effets profonds et durables sur le développement de l'enfant. Les structures qui offrent un environnement sécurisé, une nutrition adéquate et des activités de stimulation précoce jouent un rôle crucial dans le développement cognitif, psychosocial et moteur des enfants. En particulier durant la période critique des mille premiers jours, ces services contribuent à réduire les risques de retard de croissance et favorisent une meilleure préparation scolaire. L'impact est d'autant plus significatif pour les enfants issus de milieux défavorisés, pour qui le centre de garde peut représenter un environnement plus riche et plus structuré que le domicile. Investir dans la garde d'enfants de qualité est donc une stratégie de prévention efficace contre les inégalités de destin, car elle permet de construire le capital humain des générations futures avant même l'entrée dans le système scolaire formel [3].

### ► Impact sur la cohésion sociale et la communauté

Enfin, les modèles de garde, en particulier les modèles communautaires, ont un impact social qui dépasse le cadre familial individuel. En créant des lieux de rencontre et d'entraide, ils renforcent les liens sociaux et créent des espaces de solidarité entre familles. Pour les mères, ces structures peuvent devenir des réseaux de soutien où elles partagent des expériences et des ressources. Pour la communauté, la prise en charge collective des enfants renforce le sentiment d'appartenance et la cohésion sociale. Ces modèles contribuent à transformer la garde d'enfants d'un «*problème privé*» en une «*responsabilité collective*», ce qui est fondamental pour la résilience et le développement des communautés à faibles ressources [3].

## Enjeux liés à l'accessibilité et à la qualité des services de garde d'enfants

Malgré les bénéfices avérés des services de garde et l'émergence de modèles innovants, plusieurs enjeux majeurs et persistants freinent leur mise à l'échelle et limitent leur impact potentiel. Ces défis, interconnectés, doivent être adressés de manière systémique pour construire un écosystème de garde efficace et équitable.

### ► Enjeu lié à l'accessibilité économique

La question du coût et du financement reste le principal goulot d'étranglement. Les familles du secteur informel, caractérisées par des revenus faibles et instables, disposent rarement des moyens financiers nécessaires pour payer des services de garde, même à coût modéré. Cette barrière économique est exacerbée par la faiblesse, voire l'inexistence, des subventions publiques [5]. Sans un soutien financier de l'État ou de partenaires, l'équation économique est insoluble : les prestataires ne peuvent offrir des services de qualité à un prix que les familles ne peuvent pas payer. Cette contrainte financière est le principal facteur qui maintient la majorité des familles dépendantes de solutions de garde informelles, souvent gratuites mais de moindre qualité.

### ► Enjeu lié à la qualité

Le deuxième enjeu majeur est celui de la qualité. L'absence de régulation des structures informelles entraîne des disparités considérables en termes de qualité et de sécurité. Alors que l'offre formelle est soumise à des normes (ratio d'encadrement, hygiène, qualification du personnel), le secteur informel opère dans un vide réglementaire. Cette situation expose parfois les enfants à des conditions précaires, avec des risques pour leur santé, leur sécurité et leur développement [6]. Le défi n'est pas simplement

d'imposer des normes rigides, ce qui risquerait de détruire l'offre informelle accessible, mais de développer des mécanismes de régulation souples et incitatifs (labels de qualité, formation certifiante accessible) qui permettent une amélioration progressive de la qualité sans sacrifier l'accessibilité.

### ► Enjeu lié à la durabilité

Enfin, la pérennité des modèles de garde, même les plus innovants, est un enjeu crucial. Les expériences latino-américaines, par exemple, montrent que la durabilité de ces services dépend fortement de la volonté politique, du niveau de financement public et de l'implication des communautés locales [5]. Des programmes qui reposent uniquement sur des financements de projets à court terme ou sur le bénévolat communautaire sont rarement pérennes. Pour être durables, les modèles de garde doivent être conçus dans une perspective intégrée, combinant un financement public pérenne, un encadrement réglementaire clair mais adapté, et une forte implication communautaire pour garantir l'appropriation locale. L'absence d'un de ces trois piliers fragilise l'ensemble de l'édifice et compromet la mise à l'échelle des services.

Les innovations numériques, telles que les plateformes en ligne, bien que prometteuses, se heurtent également à ces enjeux fondamentaux. Leur adoption reste limitée par les barrières économiques, technologiques et culturelles [10], soulignant que la technologie ne peut, à elle seule, résoudre des problèmes qui sont avant tout structurels.

### ► Enjeux pour le Bénin en matière de garde d'enfants et enseignements à tirer

Le Bénin, où le secteur informel constitue la principale source d'emploi pour les femmes, fait face à des défis similaires à ceux décrits dans la littérature internationale. Les contraintes de revenu, l'absence de régulation et le manque de services de garde adaptés limitent la participation économique des femmes et compromettent le bien-être des enfants. Les expériences internationales fournissent néanmoins des pistes d'action pertinentes. Les modèles de garde communautaire, les crèches mobiles ou encore les initiatives publiques-communautaires pourraient inspirer des solutions adaptées au contexte béninois. Toutefois, pour que ces initiatives aient un véritable impact, elles doivent être intégrées dans un cadre politique global, articulé avec les politiques sociales, éducatives et de santé. Cela suppose des investissements publics soutenus, la mise en place de partenariats public-privé, mais aussi une forte implication des organisations de la société civile et des communautés locales. L'adoption d'un tel cadre permettrait de transformer la garde d'enfants d'un problème individuel à une responsabilité collective, favorisant à la fois l'autonomisation économique des femmes et le développement de la petite enfance au Bénin.

03

# Conclusions majeures et recommandations



# Conclusion

La revue des connaissances existantes sur la garde d'enfants en Afrique a mis en évidence l'absence d'accès à des services de garde adaptés, flexibles et de qualité qui constitue une barrière structurelle majeure à l'autonomisation économique des femmes du secteur informel. Ce défi n'est pas une simple contrainte logistique, mais un enjeu de développement fondamental qui perpétue le cycle de la précarité en limitant la productivité des femmes et en compromettant le développement du capital humain des jeunes enfants.

L'analyse des expériences innovantes, du Kenya au Burkina Faso en passant par l'Amérique latine, a démontré qu'il est possible de surmonter ces obstacles. Les modèles qui réussissent partagent trois caractéristiques fondamentales : ils sont ancrés dans la communauté pour bâtir la confiance, ils sont flexibles pour s'adapter aux réalités du travail informel, et ils sont soutenus par des mécanismes de financement intégrés qui garantissent à la fois leur accessibilité pour les familles et leur qualité.

# Recommandations stratégiques et opérationnelles

À la lumière des leçons tirées de la littérature internationale, les recommandations suivantes sont formulées pour guider les acteurs des écosystèmes de garde d'enfants en Afrique vers des modèles plus inclusifs, efficaces et durables [11].

## ► i- Pour l'État (Ministères en charge des Affaires Sociales, de l'Éducation, des Finances) et les Collectivités Locales :

- Créer un statut juridique simplifié pour les gardiennes communautaires et les micro-structures de garde, afin de les reconnaître officiellement et de les intégrer dans les politiques publiques sans leur imposer les lourdeurs administratives et fiscales du secteur formel.
- Mettre en place des mécanismes de subvention ciblés et décentralisés (chèques-service, fonds locaux gérés par les mairies) pour soutenir directement les familles du secteur informel et leur permettre d'accéder à des services de qualité.
- Intégrer la garde d'enfants comme une composante essentielle et transversale des politiques de protection sociale, d'emploi féminin, de santé et d'éducation, en assurant une coordination interministérielle efficace.

## ► ii- Pour les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et les Bailleurs de Fonds :

- Financer prioritairement l'expérimentation et l'évaluation rigoureuse de modèles de garde hybrides et flexibles (ex: unités mobiles, relais communautaires), afin de produire des données probantes sur leur impact et leur viabilité pour guider la mise à l'échelle.
- Orienter les investissements vers le renforcement des capacités des acteurs locaux (ONG, formateurs, prestataires) plutôt que vers la seule construction de grandes infrastructures, afin de garantir la durabilité et l'appropriation des compétences.
- Appuyer les programmes de recherche-action qui visent à transformer les normes de genre, notamment en promouvant l'engagement des pères dans les responsabilités de garde.

▶ **iii- Pour les Organisations de la Société Civile (ONG, associations) :**

- Concevoir et déployer des modules de formation standardisés, accessibles (en langues locales, sur site) et à bas coût, à destination du personnel des structures informelles, en se concentrant sur les compétences essentielles (hygiène, sécurité, nutrition, éveil).
- Jouer un rôle de pont entre les familles, les prestataires et les institutions, en aidant à co-construire les projets pour garantir leur adéquation culturelle et leur appropriation locale.
- Mettre en place des plateformes de plaidoyer pour porter la voix des femmes du secteur informel et des prestataires de garde auprès des instances décisionnelles, en s'appuyant sur des données probantes.

▶ **iv- Pour les Prestataires de services de garde (formels et informels) :**

- Se mettre en réseau ou associations pour mutualiser les ressources (achats groupés), partager les bonnes pratiques, renforcer leur visibilité et leur pouvoir de négociation vis-à-vis des autorités et des partenaires.
- Participer activement aux formations disponibles pour renforcer leurs compétences, améliorer la qualité de leurs services et, par conséquent, accroître la confiance des parents.

▶ **v- Pour les communautés (parents, leaders locaux et religieux) :**

- Participer à des dialogues communautaires pour définir collectivement les standards de qualité locaux et les attentes vis-à-vis des services de garde, en dépassant les barrières culturelles.
- Se constituer en associations de parents d'utilisateurs pour exprimer activement leurs besoins auprès des autorités locales et des ONG, et devenir ainsi des partenaires actifs dans l'amélioration de l'offre.

# Références bibliographiques

- [1] UNICEF. (2022). Childcare in a global crisis: The urgent need to transform childcare and early childhood education. UNICEF.
- [2] Bidwell, K., & Watine, L. (2014). A Baseline Study of the Childcare Market in the Informal Settlements of Nairobi, Kenya. International Rescue Committee (IRC).
- [3] Britto, P. R., et al. (2017). Nurturing care: promoting early childhood development. *The Lancet*, 389(10064), 91–102
- [4] Clark, S., Dercon, S., LeMay-Boucher, P. L., & Taffesse, A. T. T. (2019). The benefits of subsidized early childcare on female employment outcomes: Evidence from a randomized trial in Nairobi. Center for Global Development Working Paper 513.
- [5] International Labour Office (ILO). (2018). Women and men in the informal economy: A statistical picture (3rd ed.). ILO.
- [6] Rogan, M., & Reynolds, J. (2018). Formalisation from below? The case of early childhood development centres in South Africa's informal economy. *International Journal of Educational Development*, 63, 69–77.
- [7] DeJaeghere, J., & Wiger, N. (2013). The development of entrepreneurial skills and dispositions through participation in a youth micro-enterprise programme in Uganda. *Journal of International Development*, 25(1), 27–46.
- [8] World Bank. (2024, [mois]). Des crèches mobiles pour accompagner les travailleuses au Burkina Faso. World Bank Blogs.
- [9] Alfiers, L. (2016). Childcare for workers in the informal economy: An issue of social protection and decent work. WIEGO (Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing).
- [10] Mrazek, P. J. (2013). Educating the young child: A handbook of activities for child development. Rowman & Littlefield Publishers.
- [11] Houedjofonon et al, 2025. Ecosystème de garde d'enfants au Bénin : enjeux et réalités des femmes du secteur informel. African Center of Equitable Development (ACED). [Rapport d'Etude]

# Liste des acronymes

|        |   |                                                                      |
|--------|---|----------------------------------------------------------------------|
| ACED   | : | Centre Africain pour le Développement Équitable                      |
| CRDI   | : | Centre de Recherche pour le développement International              |
| CPGESI | : | Cadre Politique Inclusif de Garde d'Enfants pour le Secteur Informel |
| FCFA   | : | Franc de la Communauté Financière Africaine                          |
| ONG    | : | Organisation Non Gouvernementale                                     |
| INStAD | : | Institut National de la Statistique et de la Démographie             |
| DDASM  | : | Direction Départementale des Affaires Sociales et de la Microfinance |
| CAPE   | : | Centres d'Accueil et de Protection de l'Enfant                       |
| UNICEF | : | United Nations International Children's Emergency Fund               |
| GUPS   | : | Guichet unique de protection sociale                                 |
| ECAE   | : | Espaces Communautaires d'Accueil des Enfants                         |
| PB     | : | Périmètre Brachial                                                   |
| SNA    | : | Social Network Analysis                                              |
| UM     | : | Unité Mobile de garde d'enfants                                      |
| CRP    | : | Centre à Responsabilité Partagée                                     |
| GUPS   | : | Guichet unique de protection sociale                                 |
| DDCVT  | : | Direction Départementale du Cadre de Vie et des Transports           |
| DDEMP  | : | Direction Départementale des Enseignements Maternel et Primaire      |
| DDS    | : | Direction Départementale de la Santé                                 |
| MASM   | : | Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance                |
| MCVT   | : | Ministère du Cadre de Vie et des Transports                          |
| MEMP   | : | Ministère des Enseignements Maternel et Primaire                     |
| MS     | : | Ministère de la Santé                                                |
| OIT    | : | Organisation Internationale du Travail                               |
| OSC    | : | Organisations de la Société Civile                                   |

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RGPH4 : Recensement Général de la Population et de  
l'Habitation (4ème)

# A propos des auteurs



**Dr Ir Mahulonou Elysée Houedjofonon** est agroéconomiste, Chargé de Recherche du CAMES et Spécialiste principal en production de données probantes à ACED. Titulaire d'un Doctorat en économie agricole, il travaille à l'interface entre recherche et politiques publiques. Ses travaux portent sur l'économie des systèmes alimentaires, l'évaluation d'impact des politiques agricoles, la productivité des exploitations et la promotion de technologies respectueuses de l'environnement. Il s'intéresse également au développement de l'écosystème entrepreneurial agricole en Afrique de l'Ouest, notamment au Bénin et au Sénégal. Fort de plus de 15 ans d'expérience en recherche et en enseignement, il contribue à la production de données probantes pour éclairer les décisions stratégiques en matière de développement agricole et économique.



**Dr Ir Rodrigue Castro Gbedomon** est un scientifique senior spécialisé dans les sciences agronomiques et les sciences sociales appliquées à la conservation. Il est directeur de recherche à ACED et chercheur associé à l'Université de Genève. Dr. Gbedomon a près de 15 ans d'expérience dans la recherche au Bénin, en Afrique de l'Ouest et en Suisse, couvrant divers sujets tels que les chaînes de valeur agricoles et forestières, les interactions homme-nature, les solutions numériques dans le secteur agricole, et la traduction des résultats de la recherche.



**Silvère Adignon Attannon** est assistant social et possède plus de dix ans d'expérience dédiées à la promotion de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale. Spécialisé dans l'autonomisation des femmes au sein de ACED, il contribue activement à la mise en œuvre de l'initiative « *Cadre Politique inclusif de Garde d'Enfants pour le Secteur Informel (CPGESI)* ». Son travail se concentre sur la transformation du paysage de la garde d'enfants au Bénin à travers la conception et l'expérimentation de modèles de garde flexibles, accessibles et rigoureusement adaptés aux besoins spécifiques des femmes actives dans le secteur informel.



**Dr. Laurenda Todomè** est agroéconomiste, spécialiste des sciences économiques et sociales appliquées à l'agriculture. Elle occupe le poste de Directrice des Opérations et cumule près de 10 ans d'expérience pratique et de recherche sur les questions liées à la sécurité alimentaire, et la compétitivité des filières agricoles, tels que les processus de certification, la qualité et la présentation des produits et l'accès aux marchés.



**Nicolas Evègnéhou Satongnon** est statisticien économètre et possède plus de six années d'expérience dans la conception et l'analyse de projets de recherche. Il est spécialisé dans l'évaluation d'impact des politiques publiques. En tant qu'assistant de recherche à ACED, il œuvre à la production de données probantes en structurant des cadres analytiques et en concevant des outils de collecte rigoureux. Son travail se concentre sur la transformation des résultats de recherche en outils d'aide à la décision pour orienter et éclairer les stratégies des décideurs publics.



**Dr Fréjus Sourou Thoto** est un économiste du développement spécialisé dans l'économie agricole et les politiques de développement. Il est le directeur exécutif de ACED. Dr. Thoto a plus de 10 ans d'expérience pratique et de recherche axée sur les questions liées au comportement des acteurs économiques, à la dynamique entrepreneuriale dans le secteur agricole et à la formulation de politiques de développement.



# Remerciements

Nous adressons notre profonde gratitude au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI/IDRC) pour son soutien financier et technique essentiel à la réalisation de cette étude diagnostique. Nos remerciements vont également à l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSTaD) pour l'octroi du visa statistique. Nous saluons le professionnalisme du Dr Nassirou Hararou KASSOUMOU (Directeur de l'Observatoire de Famille, de la Femme et de l'Enfant) et des agents de collecte, ainsi que la disponibilité des femmes, familles et responsables de structures de garde qui ont partagé leurs réalités. Enfin, un grand merci à Claude SINZOGAN pour sa relecture avisée et à toute l'équipe de ACED pour son engagement exemplaire tout au long de la conduite de cette étude.





## Centre Africain pour le Développement Équitable

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) est un think-and-do tank à but non lucratif qui œuvre en Afrique francophone pour faire en sorte que les connaissances éclairent réellement les politiques et les pratiques en faveur d'un développement inclusif et durable. ACED s'attaque au fossé persistant entre la production de connaissances et leur utilisation effective en renforçant trois dimensions essentielles des systèmes d'élaboration des politiques publiques : la pertinence des connaissances, leur accessibilité et leur utilisation.

Grâce à son modèle d'intervention, ACED accompagne les décideurs politiques, les praticiens et les partenaires du développement dans la résolution des défis de développement grâce à des décisions mieux informées par les données probantes. Nous travaillons à ce que les connaissances soient alignées sur leurs priorités, accessibles dans des formats utilisables, et intégrées de manière efficace dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes.

En renforçant ces trois dimensions, ACED aide les décideurs à mobiliser des données probantes de qualité sur les emplois décents, l'égalité de genre et le bien-être. En travaillant avec les écosystèmes de politiques publiques et les acteurs locaux, ACED transforme les connaissances en solutions concrètes qui améliorent les conditions de vie et favorisent un développement plus équitable.

Pour en savoir plus, visitez [www.acedafrica.org](http://www.acedafrica.org) ou contactez [contact@acedafrica.org](mailto:contact@acedafrica.org).



Abomey-Calavi, Bénin

+229 693 621 21

[contact@acedafrica.org](mailto:contact@acedafrica.org)



Canada